

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2014/31848]

11 SEPTEMBRE 2014. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, telle que modifiée; Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment de l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juillet 2004 déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement du Collège de la Commission communautaire française,

Arrête :

Article 1^{er}. Chaque Membre du Collège de la Commission communautaire française dispose d'un Cabinet.

Art. 2. Les attributions de chaque Cabinet des Membres du Collège concernent les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Collège ou les travaux de l'Assemblée de la Commission communautaire française; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du Membre du Collège; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Collège, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. L'engagement des membres et agents de chaque cabinet ne peut se faire que pour autant que le cabinet concerné dispose de crédits suffisants pour prendre en charge ces engagements.

Art. 4. § 1^{er}. Le Cabinet d'un membre ne peut comprendre plus de quatre conseillers, dont un peut porter le titre de directeur de cabinet adjoint, ou chargés de mission ou attachés de cabinet.

§ 2. Pour la politique générale et pour les missions liées à l'exercice de la présidence, le Président peut adjoindre à son Cabinet les membres suivants;

- un directeur de cabinet adjoint;
- un conseiller;
- deux attachés;

Art. 5. § 1^{er}. Pour les travaux d'exécution, le Cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de quatre agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers.

§ 2. Le Cabinet du Président peut, en outre, comprendre un agent supplémentaire pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la présidence.

Art. 6. Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent arrêté que de l'accord du Gouvernement. Si une dérogation nécessite un accroissement des crédits réservés au cabinet d'un membre du Collège, l'accord préalable du ministre qui a le budget dans ses attributions est également requis.

Art. 7. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 5 ci-dessus, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau 1, rang 10 excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

Art. 8. Les membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionné, appelés à faire partie d'un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi ni continuer à exercer leurs attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Art. 9. Les membres et agents du Cabinet sont nommés par le Membre du Collège concerné. Les détachements au départ de l'administration de la Commission communautaire française sont soumis à l'avis préalable du Membre chargé du budget, après avis du Fonctionnaire dirigeant. Les détachements au sein des institutions paracommunautaires sont soumis à l'avis préalable du Membre fonctionnellement compétent, après avis du Fonctionnaire dirigeant. En cas d'avis négatif, le Collège est saisi préalablement au détachement éventuel de l'agent.

Art. 10. § 1^{er}. Le Directeur de Cabinet communique les instructions et les ordres de service du Membre du Collège, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le Fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné. § 2. Les autres membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration le service public ou l'organisme d'intérêt public concerné que par l'intermédiaire du Directeur de Cabinet ou avec son autorisation.

Art. 11. § 1^{er}. Il est alloué aux membres des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des services publics fédéraux des gouvernements de Communautés et Régions, une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel se de la Commission Communautaire Française :

- directeur de cabinet adjoint : échelle 15/1;
- conseiller et chargé de mission : échelle 13/2;
- attaché : échelle 11/3.

§ 2. Les agents des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des services publics fédéraux, des gouvernements de Communautés et Régions, et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachés au régime organique, au grade des services du Collège de la Commission Communautaire française correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 2382 euros. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire pour le personnel des services du Collège de la Commission Communautaire française.

Art. 12. Les membres et agents des Cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation, au taux et aux conditions prévus pour le personnel de la Commission Communautaire française.

Art. 13. § 1^{er}. Les membres du personnel des services publics fédéraux, des gouvernements de Communautés et Régions, qui font partie d'un Cabinet et qui ont leur domicile en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de la Commission, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le Cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

§ 2. Les membres et agents des Cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Art. 14. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des Cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- le directeur de cabinet adjoint : aux fonctionnaires de rang 15;
- les conseillers et chargés de mission : aux fonctionnaires de rang 13;
- le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés : aux fonctionnaires de rang 11;
- le personnel affecté aux travaux d'exécution et les agents de métier et de service au personnel exerçant des fonctions correspondantes.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des Cabinets appartenant au personnel des services du Collège de la Commission Communautaire française.

§ 2. Un régime analogue à celui prévu au § 1^{er} du présent article peut être appliqué aux membres et agents des Cabinets qui, sans faire partie du personnel des services publics fédéraux, des gouvernements de Communautés et Régions appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 15. Il peut être accordé aux membres du personnel employé par les Cabinets une allocation de Cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants;

- directeur de cabinet adjoint : 6.465 euros;
- conseiller et chargé de mission : 5.785 euros;
- attaché : 3.403 euros;
- le personnel affecté aux travaux d'exécution et agents de métier et de service : 2.382 euros.

Art. 16. § 1^{er}. La situation pécuniaire des membres et agents du Cabinet qui, sans faire partie des services publics fédéraux, des gouvernements de Communautés et Régions, appartiennent toutefois à un autre service de l'Etat, à un autre service public, à un autre organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1. Lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet prévue à l'article 14, la Commission rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre ou agent de Cabinet augmenté, le cas échéant, des cotisations patronales, le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévu, pour le grade correspondant, par l'article 10.

2. Lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 10. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé aurait obtenu si les dispositions du 1. lui étaient applicables.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des membres du personnel des services publics fédéraux, des gouvernements de Communautés et Régions, détachés dans le Cabinet d'un Membre du Collège est effectué conformément aux modalités fixées par le Gouvernement fédéral, régional ou communautaire concerné.

Art. 17. § 1^{er}. Le Membre du Collège peut accorder une allocation de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans des services publics fédéraux des gouvernements de Communautés et Régions, ou dans les services des institutions bruxelloises, dans un service de l'Etat ou dans un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une fonction à charge du Trésor public.

§ 2. Le montant de cette allocation forfaitaire correspond à :

- un mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- cinq mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est payée par mensualités. Pour obtenir l'allocation de départ, l'intéressé doit introduire chaque mois une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a pas exercé d'activité professionnelle ou qu'il se trouve dans les conditions prévues au § 4. Il est tenu d'avertir de toute modification de sa situation sous peine de perdre le bénéfice de ladite allocation.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Membre du Collège peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui :

— soit sont titulaires exclusivement d'une ou plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes;

— soit bénéficient d'une allocation de chômage.

Dans ce cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2, diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Les allocations et indemnités prévues aux articles 14 et 17 ne sont pas prises en considération pour la fixation de l'allocation de départ. L'allocation de départ n'est pas due aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

Art. 18. Il est accordé aux chauffeurs de voiture des Cabinets :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de 272 euros;

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 2478 euros par an.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des services du Collège de la Commission Communautaire française ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 10 et 14 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 19. § 1^{er}. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou allocation du mois est égale à 1,12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentième, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des services du Collège de la Commission Communautaire française.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, à cet effet, elles sont rattachées à l'indice pivot 138,01 (comme en vigueur le 1-1-1990). l'indice 138,01.

Art. 20. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juillet 2004 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 juillet 2014.

Bruxelles le 11 septembre 2014.

La Ministre-Présidente du Collège de la Commission communautaire française chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture,

Mme F. LAANAN

Le Ministre, Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme,

R. VERVOORT

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la Politique de la Santé,

Mme C. JODOGNE

Le Ministre, Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle,

D. GOSUIN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales,

Mme C. FREMAULT

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2014/31848]

11 SEPTEMBER 2014. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 2004 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het nodig is de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie onverwijld te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. Elk Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie beschikt over een Kabinet.

Art. 2. De bevoegdheden van elk Kabinet van de Leden van het College betreffen de aangelegenheden die het algemeen beleid van het College of de werkzaamheden van de Algemene Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen beïnvloeden; de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van het Lid van het Verenigd College te vergemakkelijken; het voorleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van het College, het in ontvangst nemen en openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé-correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.

Art. 3. De aanwerving van de leden en personeelsleden van elk kabinet mag slechts gebeuren voor zover het betrokken kabinet over voldoende kredieten beschikt om deze aanwervingen voor zijn rekening te nemen.

Art. 4. § 1. Het Kabinet van een lid mag niet meer dan vier adviseurs omvatten, waarvan er één de titel van adjunct-kabinetschef mag dragen, of opdrachthouders of kabinetsattachés.

§ 2. Voor het algemeen beleid en voor opdrachten verbonden aan de uitoefening van het Voorzitterschap, kan de Voorzitter aan zijn Kabinet de volgende leden toevoegen;

- adjunct-kabinetschef;
- een adviseur;
- twee attachés;

Art. 5. § 1. Voor de uitvoeringstaken mag het kabinet van een lid niet meer dan vier personeelsleden omvatten, die bodes, de chauffeurs, de telefonisten en de werklieden inbegrepen.

§ 2. Het kabinet van de Voorzitter mag daarenboven één bijkomend personeelslid omvatten voor uitvoeringstaken in verband met het algemeen beleid en de opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap.

Art. 6. Er kan niet worden afgeweken van de bepalingen van dit besluit tenzij met het akkoord van de Regering.

Indien evenwel een afwijking een verhoging vereist van de voor het Kabinet van een Lid van het College bestemde kredieten, dan is eveneens de voorafgaandelijke toestemming vereist van de Minister die bevoegd is voor de Begroting.

Art. 7. Mogen geen deel uitmaken van het personeel bedoeld in voornoemd artikel 5 : de staats-, gemeenschaps- of gewestambtenaren behorend tot het niveau 1, met uitzondering van rang 10.

Deze maatregel is binnen dezelfde

beperkingen van toepassing op de houders van gelijkwaardige graden en behorend tot de andere overheidsdiensten, instellingen van openbaar nut of de instellingen van het gesubsidieerde onderwijs.

Art. 8. De leden van het personeel van de overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut of de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die in een Kabinet worden opgenomen, kunnen hun functie niet verder blijven uitoefenen noch hun bevoegdheden uitoefenen.

Zij komen evenwel in aanmerking voor bevordering in hun administratie en nemen hun functie weer op bij het einde van hun opdracht.

Art. 9. De leden en personeelsleden van het Kabinet worden benoemd door het betrokken Lid van het College.

De detacheringen vanuit het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie zijn onderworpen aan het voorafgaandelijk advies van het Lid bevoegd voor Begroting, na advies van de Leidende Ambtenaar.

De detacheringen in paragemeenschapsbesturen zijn onderworpen aan het voorafgaandelijk advies van het functioneel bevoegde Lid, na advies van de Leidende Ambtenaar.

In geval van een negatief advies wordt de kwestie aanhangig gemaakt bij het College voorafgaand aan de eventuele detachering van het personeelslid.

Art. 10. § 1. De Kabinetschef deelt de instructies en de dienstorders van het Lid van het College mee via de hiërarchische weg.

In geval van dringendheid mag hij afwijken van deze regel, onder het voorbehoud dat hij onverwijld de Leidende Ambtenaar erover inlicht van het bestuur van de overheidsdienst of de betrokken instelling van openbaar nut.

§ 2. De andere leden en personeelsleden van het Kabinet mogen slechts handelen met het bestuur, de overheidsdienst of de betrokken instelling van openbaar nut langs de bemiddelaar van de Kabinetschef of met zijn toestemming.

Art. 11. § 1. Er wordt aan de leden van de Kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de federale overheidsdiensten, van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen een kabinetstoelage uitgekeerd die geldt als salaris en die wordt vastgesteld in de onderstaande schalen, van toepassing op het personeel van de Franse Gemeenschapscommissie :

- adjunct-kabinetschef : schaal 15/1;
- adviseur en opdrachthouder : schaal 13/2;
- attaché : schaal 11/3.

§ 2. De personeelsleden van de Kabinetten, die geen deel uitmaken van het personeel van de federale overheidsdiensten, van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen, en die worden aangesteld voor uitvoeringsopdrachten, evenals de vaklieden en het dienstpersoneel, genieten van een kabinetstoelage die geldt als salaris vastgesteld binnen de perken van het minimum- en maximumsalaris van de schaal verbonden aan de organieke personeelsformatie, in de graad van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die overeenstemmen met de uitgeoefende functie, verhoogd met een bijkomende toelage van ten hoogste 2382 euro.

De eventueel in overgangsstelsel voor het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie voorziene bijzondere schaal mag niet worden toegepast.

Art. 12. De leden en personeelsleden van de kabinetten ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarspremie en alle andere toelagen, volgens het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 13. § 1. De leden van het personeel van de federale overheidsdiensten, van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen die deel uitmaken van een Kabinet en die hun woonplaats buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben, kunnen ten laste van de Commissie een abonnement verkrijgen op het openbaar vervoer voor het traject van hun woonplaats naar de plaats waar het Kabinet gevestigd is.

De duur van het abonnement is beperkt tot een maand en moet van maand tot maand worden verlengd.

Eventueel wordt de klasse van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid bezit in diens oorspronkelijke administratie, overeenkomstig de reglementering inzake verplaatsingskosten.

§ 2. De leden en de personeelsleden van de kabinetten kunnen ertoe gemachtigd worden hun persoonlijk voertuig te gebruiken overeenkomstig de bij hetzelfde besluit voorziene voorwaarden voor de ambtenaren met wie ze bij dit artikel worden gelijkgesteld.

Zij moeten geen ritboekje bijhouden.

Art. 14. § 1. Met het oog op de toekenning van de vergoedingen voor verblijfs- en verplaatsingskosten geschiedt de assimilatie van de leden en personeelsleden van de Kabinetten met de graden van de administratieve hiërarchie als volgt :

- de adjunct-kabinetschef : met de ambtenaren van rang 15;
- de adviseurs en de opdrachthouders : met de ambtenaren van rang 13;
- de kabinetssecretaris, de privé-secretaris en de attachés : met de ambtenaren van rang 11;
- het personeel belast met uitvoeringstaken en het vak- en dienstpersoneel met het personeel dat overeenstemmende functies uitvoert.

Deze assimilatie mag niet tot gevolg hebben dat de leden en personeelsleden van de kabinetten die tot het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie behoren, zouden ondergebracht worden in een lagere categorie van die welke met hun graad overeenstemt.

§ 2. Een stelsel gelijk aan dat voorzien in § 1 van dit besluit, kan worden toegepast op de leden en personeelsleden van de kabinetten die, zonder deel uit te maken van het personeel van de federale overheidsdiensten, van de Gemeenschaps- of Gewestregeringen, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Art. 15. Aan de personeelsleden die door de Kabinetten zijn tewerkgesteld, mag een Kabinetstoelage worden toegekend die de volgende jaarbedragen niet mag overschrijden :

- adjunct-kabinetschef : 6.465 euro;
- adviseur en opdrachthouder : 5.785 euro;
- attaché : 3.403 euro;
- het personeel belast met uitvoeringstaken en het vak- en dienstpersoneel : 2.382 euro.

Art. 16. § 1. De geldelijke toestand van de leden en personeelsleden van het Kabinet die, zonder deel uit te maken van de openbare overheidsdiensten en van de gemeenschaps- en gewestregeringen, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling wordt geregeld als volgt :

1. Wanneer de werkgever erin toestemt de wedde verder te blijven uitbetalen, bekomt de betrokkene de in artikel 14 voorziene kabinetstoelage. De Commissie betaalt eventueel aan de dienst van herkomst de wedde terug van het lid of van het personeelslid van het kabinet, eventueel verhoogd met de werkgeversbijdragen; de ten laste te nemen wedde mag evenwel niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de weddeschaal voorzien voor de in artikel 10 overeenstemmende graad.

2. Wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, bekomt de betrokkene de in artikel 10 voorziene kabinetstoelage die als wedde geldt.

Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de wedde verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de bepalingen van 1. op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. De terugbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van de federale overheidsdiensten en van de gemeenschaps- en gewestregeringen die gedetacheerd zijn bij het kabinet van een Lid van het college geschiedt, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de betrokkene federale, gewestelijke of gemeenschapsregering.

Art. 17. § 1. Het Lid van het College kan een vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een kabinet en die niet, hetzij een functie bekleden in een federale overheidsdienst, een Gemeenschaps- en Gewestregering of in de diensten van Brusselse instellingen, in een Rijksdienst of in een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij een functie bekleden ten laste van de Schatkist.

§ 2. Het bedrag van deze forfaitaire toelage stemt overeen met :

- een maand kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- vijf maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twee jaar.

§ 3. De vertrektoelage wordt in schijven van een maand uitbetaald.

Om deze vertrektoelage te bekomen, moet de betrokkene iedere maand een verklaring onder ede indienen, waaruit blijkt dat hij gedurende de desbetreffende periode geen enkele beroepsactiviteit uitgeoefend heeft of dat hij zich bevindt in de toestand bepaald in § 4.

Hij dient iedere wijziging in zijn toestand te melden, op straffe geen aanspraak meer te kunnen maken op de bedoelde toelage.

§ 4. In afwijking van § 1, kan het Collegelid een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan personen die functies hebben uitgeoefend in een kabinet en die :

— hetzij uitsluitend een of meerdere gedeeltelijke functies bekleden in een openbare dienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die ten laste van de Schatkist een of meerdere rustpensioenen ontvangen die betrekking hebben op een of meerdere onvolledige loopbanen;

— hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen.

In dat geval wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2 en, naargelang het geval, verminderd met het totaal bedrag dat aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode, hetzij als betaling voor onvolledige functies, hetzij als rustpensioen of werkloosheidstoelage.

§ 5. De toelagen en vergoedingen voorzien in artikelen 14 en 17 worden niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de vertrektoelage.

Er is geen vertrektoelage verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functie stopzetten.

Art. 18. Aan de autobestuurders van de kabinetten worden toegekend :

1° een forfaitaire maandelijkse toelage van 272 euro;

2° een forfaitaire vergoeding met een maximumbedrag van 2478 euro per jaar.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfkosten van de personeelsleden van de diensten van College van de Franse Gemeenschapscommissie alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage voorzien in de artikelen 10 en 14 van dit besluit zijn hierop niet van toepassing.

Art. 19. § 1. De vergoedingen en toelagen voorzien in de artikelen 10, 11, 14 en 17 worden maandelijks na verloop van de termijn uitbetaald.

De vergoeding of de toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald overeenkomstig de regels voorzien in het geldelijk statuut van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De vergoedingen en toelagen voorzien in artikelen 10, 11, 14 en 17 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Hiertoe worden ze gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 (zoals van kracht op 1-1-1990). het indexcijfer 138,01.

Art. 20. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 2004 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt opgeheven.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 20 juli 2014.

Brussel, 11 september 2014.

De Minister-President van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur.

Mevr. F. LAANAN

De Minister, Collegelid, bevoegd voor Sociale Samenhang en Toerisme,

R. VERVOORT

De Minister, Collegelid, bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid,

Mevr. C. JODOGNE

De Minister, Collegelid, bevoegd voor Beroepsopleiding,

D. GOSUIN

De Minister, Collegelid, bevoegd voor Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen,

Mevr. C. FREMAULT

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2014/204579]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Benoeming van de leden
van het Paritair Comité voor de zeevisserij

Bij besluit van de Directeur-generaal van 27 juni 2014, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de zeevisserij :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2014/204579]

Direction générale Relations collectives de travail
Nomination des membres
de la Commission paritaire de la pêche maritime

Par arrêté du Directeur général du 27 juin 2014, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire de la pêche maritime :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

BROUCKAERT Emiel, à Knokke-Heist;